



**Pacte international  
relatif aux droits civils  
et politiques**

Distr.  
GÉNÉRALE

CCPR/SP/56  
19 juin 2000

FRANÇAIS  
Original : ANGLAIS/ARABE/  
ESPAGNOL/FRANÇAIS

RÉUNION DES ÉTATS PARTIES

Vingtième réunion

New York

14 septembre 2000

ÉLECTION, AU TITRE DE LA QUATRIÈME PARTIE (ART. 28 À 32) DU PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS CIVILS ET POLITIQUES DE NEUF MEMBRES DU COMITÉ DES DROITS DE L'HOMME EN REMPLACEMENT DE CEUX DONT LE MANDAT VIENT À EXPIRATION LE 31 DÉCEMBRE 2000

Note du Secrétaire général

1. En application de l'article 30, paragraphe 4, et de l'article 32 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la vingtième réunion des États parties au Pacte sera convoquée par le Secrétaire général au Siège de l'Organisation des Nations Unies pour le jeudi 14 septembre 2000, afin d'élire neuf membres du Comité des droits de l'homme sur une liste de candidats présentés par les États parties (annexe I), en remplacement des membres dont le mandat vient à expiration le 31 décembre 2000 (annexe II). Les noms des neuf autres membres, qui continueront de siéger au Comité jusqu'au 31 décembre 2002, figurent à l'annexe III.
2. Conformément à l'article 30, paragraphe 2, et à l'article 34 du Pacte, le Secrétaire général, par une note verbale datée du 25 février 2000, a invité les États parties à désigner, conformément à l'article 29 du Pacte, leurs candidats à l'élection de neuf membres du Comité dans un délai de trois mois, c'est-à-dire avant le 25 mai 2000.
3. On trouvera à l'annexe IV les notices biographiques des personnes dont la candidature était parvenue au Secrétariat à la date du 25 mai 2000. Les notices biographiques des personnes dont la candidature a été reçue après cette date seront publiées dans des additifs au présent document.

Annexe I

## LISTE DES CANDIDATS PRÉSENTÉS PAR LES ÉTATS PARTIES

<u>Nom du candidat</u>	<u>Présenté par</u>
M. Adil Talib Sayyid Abdullah AL-TABATABAI	Koweït
M. Levan ALEXIDZE	Géorgie
M. Tamás BAN	Hongrie
M. Hector CUADRA-MORENO	Mexique
Mme Violeta DUMA	Ex-République yougoslave de Macédoine
M. Maurice GLÈLÈ AHANHANZO	Bénin
M. Ahmed Twafik KHALIL	Égypte
M. Rajsoomer LALLAH	Maurice
M. Rafael RIVAS POSADA	Colombie
M. Nigel RODLEY	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
M. Martin SCHEININ	Finlande
Mme Marija TASEVA	Ex-République yougoslave de Macédoine
M. Patrick VELLA	Malte
M. Roman WIERUSZEWSKI	Pologne
M. Maxwell YALDEN	Canada
M. Abdallah ZAKHIA	Liban

Annexe II

LISTE DES NEUF MEMBRES DONT LE MANDAT VIENT À EXPIRATION  
LE 31 DÉCEMBRE 2000

Lord COLVILLE	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Mme Elizabeth EVATT	Australie
Mme Pilar GAITAN DE POMBO	Colombie
M. Rajsoomer LALLAH	Maurice
M. Fausto POCAR	Italie
M. Martin SCHEININ	Finlande
M. Roman WIERUSZEWSKI	Pologne
M. Maxwell YALDEN	Canada
M. Abdallah ZAKHIA	Liban

Annexe III

LISTE DES NEUF MEMBRES QUI CONTINUERONT À SIÉGER AU COMITÉ  
JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 2002

M. Abdelfattah AMOR	Tunisie
M. Nisuke ANDO	Japon
M. Prafullachandra Natwarlal BHAGWATI	Inde
Mme Christine CHANET	France
M. Louis HENKIN	États-Unis d'Amérique
M. Eckart KLEIN	Allemagne
M. David KRETZMER	Israël
Mme Cecilia MEDINA QUIROGA	Chili
M. Hipólito SOLARI YRIGOYEN	Argentine

Annexe IV

NOTICE BIOGRAPHIQUE DES CANDIDATS PRÉSENTÉS

M. Adil Talib Sayyid Abdullah AL-TABATABA'I

(Présenté par le Koweït)

Informations générales

Domaine universitaire : Droit public/Faculté de droit  
Nationalité : Koweïtienne  
Adresse actuelle : Surra, Area 6, Street No 7, House No. 19  
Téléphone : Domicile : 533 29 76 - 533 29 78  
Bureau : 242 51 57 - 242 51 58  
Situation de famille : Marié

Titres universitaires

Grade universitaire le plus élevé : Docteur en droit  
Branche : Droit public  
Spécialisation : Droit constitutionnel - droit administratif

Carrière universitaire

Enseignant : 1978-1983  
Maître de conférences : 1983-1988  
Professeur titulaire : 1988

Fonctions

Vice Doyen de la faculté de droit : 1982-1986  
Doyen de la faculté de droit : 1986-1992  
Président du Haut Comité consultatif pour les promotions aux facultés de sociologie et de sciences sociales : depuis 1994

Membre du Conseil suprême de la planification pendant la période 1996-1999

Président du Haut Comité pour les distinctions honorifiques à l'Université du Koweït :  
1999-2000

Avocat à la Cour constitutionnelle et à la Cour de cassation.

#### Appartenance à des organismes universitaires

Membre de l'Association internationale de droit constitutionnel, Belgrade

Membre jusqu'en 1992 du Comité de rédaction, de traduction et de publication de la Fondation koweïtienne pour le progrès scientifique.

#### Activités

Président du Comité national créé par décret du Conseil des ministres pour élaborer le projet de loi sur le droit d'auteur

Membre du Comité créé pour examiner le projet de révision de la Constitution

Président du Comité créé par la Fondation koweïtienne pour le progrès scientifique afin de sélectionner le meilleur ouvrage de recherche publié dans le domaine scientifique (1989, 1990 et 1991)

Participation à la rédaction et à l'examen de nombreux projets de loi dans les commissions de l'Assemblée nationale (commission législative, commissions de la culture et de l'éducation, commission des droits de l'homme, commission des services collectifs)

Participation à l'examen par l'Assemblée nationale du projet d'amendement à la Constitution

Conseiller constitutionnel auprès du Ministre de la justice, 1992-1996

Président du Comité créé par décret du Conseil des ministres pour élaborer le Code normalisé de justice militaire, 1993

Membre du Comité créé au Ministère de la justice pour modifier la loi sur l'organisation du pouvoir judiciaire, 1993

Membre du Comité créé au Ministère de la justice pour modifier le Code de procédure civile et commerciale, 1994

Membre du Comité créé au Ministère de la justice pour modifier le Code de procédure pénale, 1994

Membre du Comité créé au Ministère de la justice pour modifier la loi relative à la gestion des compétences humaines, 1994

Membre du Comité créé au Ministère de la justice pour élaborer des systèmes de gestion du personnel, 1992-1994

Membre du Comité d'évaluation à l'Institut koweïtien des études judiciaires et juridiques, 1999-2000

### Prix

Prix de la treizième Exposition du livre arabe pour l'ouvrage *Fonctions futures du Gouvernement : étude comparative*

Prix de la Fondation koweïtienne pour le progrès scientifique récompensant le meilleur travail de recherche universitaire publié dans des revues scientifiques de premier plan, 1994

Prix décerné en 1995 par la Fondation koweïtienne pour le progrès scientifique, récompensant l'ensemble de sa production universitaire

### Ouvrages universitaires (publiés en arabe)

#### a) Travaux de recherche

Les nouveaux systèmes de gestion du personnel au Koweït, *Droit*, No 3, troisième année, 1979

L'autonomie des États dans les unions fédérales, *Droit*, No 1, quatrième année, 1980

Les dispositions de la législation koweïtienne concernant le renouvellement des mandats, *Droit*, No 3, quatrième année, 1980

Contrôle de la constitutionnalité des lois et réglementations dans les États du Golfe, *Études sur la région du Golfe*, 1980

Le champ d'application de la loi koweïtienne sur la fonction publique, *Droit*, 1981

Contrôle de la constitutionnalité du principe de proportionnalité entre la sanction disciplinaire infligée à un fonctionnaire et l'infraction commise par celui-ci, *Droit*, No 4, cinquième année, 1982

Constitutionnalité de l'article 114 du règlement intérieur de l'Assemblée nationale, commentaire sur l'arrêt No 2 de 1981 rendu par la Cour constitutionnelle le 11 juillet 1981, *Droit*, 1982

Commentaire sur l'arrêt No 1 de 1979 rendu par la Cour constitutionnelle le 12 mai 1979 concernant les recours constitutionnels, *Le juriste*, 1979

Quand une mutation peut être considérée comme une sanction disciplinaire déguisée (commentaire sur l'arrêt rendu par le Tribunal de cassation de la Haute Cour d'appel le 27 mai 1981 dans l'affaire No 129 de 1980), *Droit*, 1982

Aspects constitutionnels et juridiques de la création d'une commission d'arbitrage, *Droit*, No 4, septième année, 1983

Caractère juridique de la note explicative sur la Constitution koweïtienne, *Droit*, No 1, huitième année, 1984

La règle du "co-signataire ministériel" dans le système parlementaire, *Droit*, No 3, neuvième année, 1985

Le programme parlementaire, *Droit*, No 3, dixième année, 1986

L'obligation qui incombe au fonctionnaire de suivre certaines règles de conduite, *Droit*, No 4, dixième année, 1986

La contestation annule la chose jugée dans le domaine des marchés publics, *Droit*, No 3, onzième année, 1987

Commentaire sur l'arrêt de la Haute Cour d'appel intitulé "La compétence de la Cour constitutionnelle pour examiner la légalité des réglementations", *Le juriste*, 1987

Dispositions législatives relatives à l'utilisation des zones industrielles, *Droit*, No 1, douzième année, 1988

Indemnisation pour les dommages causés par la guerre d'agression contre le Koweït, *Droit*, No 1, quinzième année, 1991

Droit de regard des organes politiques sur les activités gouvernementales quand le Parlement est dissous, *Droit*, No 2, quinzième année, 1991

La question de la nationalité des enfants nés de mère originaire du Golfe, dans la législation sur la nationalité en vigueur dans les États du Conseil de coopération (paru dans la revue *Coopération*, No 26, 1992, publiée par le Secrétariat du Conseil de coopération du Golfe)

Mesure dans laquelle les marchés publics peuvent être dénoncés pour cas de force majeure par suite de l'occupation unique du Koweït par l'Iraq, *Droit*, Nos 3 et 4, seizième année, 1992

Vers la mise en place d'un système de questions parlementaires au Koweït, *Le juriste*, numéros d'octobre, novembre et décembre, 1993

La constitutionnalité des abstentions pour les votes et du blocage des résolutions à l'Assemblée nationale koweïtienne, *Le juriste*, numéros d'avril, mai et juin 1994

Origines et caractéristiques juridiques des décisions administratives contradictoires, *Sciences de l'administration*, revue publiée par la section égyptienne de l'Institut international des sciences de l'administration, No 1, trente-sixième année, 1994



Compétence qu'a l'Assemblée nationale de modifier les décrets législatifs avant leur soumission, *Droit*, No 3, dix-huitième année, 1994

Compétence qu'a l'Assemblée nationale d'examiner les décrets législatifs promulgués pendant sa dissolution, *Droit*, décembre 1994

Conséquences juridiques de l'arrêt No 1/1994 rendu par la Cour constitutionnelle, *Le juriste*, numéros de juillet, août et septembre, 1994

Caractère anticonstitutionnel d'un vote rétroactif sur les propositions budgétaires, *Le juriste*, numéros de juillet et septembre 1995, dix-neuvième année

Le concept de "programme ministériel" dans la Constitution koweïtienne, *Droit*, No 1, vingtième année, 1996

La notion de "majorité absolue" s'agissant de l'élection du Président de l'Assemblée nationale, *Droit*, No 3, vingt-deuxième année, 1998

La notion de "mise en question directe" dans le système constitutionnel koweïtien, étude pratique des arrêts de la Cour constitutionnelle du Koweït, *Droit*, No 1, vingt-troisième année, 1999

Légalité de la rectification par les organes législatifs d'une décision administrative inconstitutionnelle, *Droit*, No 4, vingt-troisième année, 1999

"Intérêt pour agir" requis dans la saisine de la Cour constitutionnelle, article à paraître dans la revue *Droit*

Le Comité consultatif du Conseil suprême du Conseil de coopération du Golfe, analyse juridique publiée dans l'ouvrage *The Abu Dhabi Summit: The Gulf Cooperation Council on the Threshold of the 21st Century*, Centre d'études et de recherches stratégiques des Émirats arabes unis, 1998, pages 165 à 179

b) Ouvrages

Le système fédéral dans les Émirats arabes : étude comparative, Le Caire, 1978 (épuisé)

Principes constitutionnels généraux, Koweït, 1978 (épuisé)

La nouvelle loi koweïtienne sur la fonction publique : étude comparative, publications de l'Université du Koweït, 1983

Le pouvoir législatif dans les États arabes du Golfe, *Études sur le Golfe et la péninsule arabique*, 1985 (épuisé)

Le système constitutionnel au Koweït : étude comparative, Librairie Dar al-Ulum, 1985, 1994, troisième édition 1998

Fonctions futures du Gouvernement, 1986, Fondation koweïtienne pour le progrès scientifique

Les questions parlementaires, origine, types et but : étude comparative centrée sur l'État du Koweït, 1987, publiée par la revue *Droit*

L'"Agent" dans la loi koweïtienne sur la fonction publique, 1998, publié par le Service de rédaction, de traduction et de publication de la faculté de droit de l'Université du Koweït

La séparation des pouvoirs législatif et judiciaire aux termes de la Constitution, étude comparative publiée par le Comité de rédaction, de traduction et de publication du Conseil des publications scientifiques de l'Université du Koweït, 2000

Recueil de documents constitutionnels koweïtiens, 1961-1962, annexe à la revue *Droit*, No 1, 2000

c) Travaux de recherche en cours

Théorie générale des décisions administratives

Rapports, études et articles inédits

Le droit de grâce dans le contexte de l'application de la peine de mort (étude présentée à S.A. l'Émir du Koweït)

Opinion juridique concernant le sort des projets de loi présentés par le Gouvernement après la clôture de la session parlementaire, soumise à la Commission législative de l'Assemblée nationale, 1986

Mémoire concernant le calendrier des sessions de l'Assemblée nationale, soumis à la Commission législative de l'Assemblée nationale, 1986

Opinion juridique concernant l'interprétation de l'article 174 de la Constitution, soumise au Président de l'Assemblée nationale, avril 1983

Mémoire concernant la situation constitutionnelle du Premier Ministre pendant l'absence de S.A. l'Émir, soumis au Service des conseils juridiques et législatifs

Mémoire concernant la constitutionnalité du décret relatif à l'éducation publique promulgué le 27 février 1984, soumis au Ministère de l'éducation

Commentaires sur l'élaboration de textes législatifs et de lois au Koweït, présenté dans le cadre des travaux du Colloque sur le développement de l'administration au Koweït

Contribution au Groupe de travail mis en place pour évaluer les performances de la Société pétrolière du Koweït et de ses filiales, Service des recherches et études consultatives du Bureau de l'Émir

Mémoire concernant la résidence permanente au Koweït, Service des recherches et des études consultatives du Bureau de l'Émir

Étude sur la constitutionnalité de la décision du Ministre de la Justice d'interdire la publication dans la presse locale des informations concernant l'affaire des investissements espagnols et l'affaire de la Compagnie des pétroliers (Ministère de la Justice, présentée à la Commission législative de l'Assemblée nationale, 1993)

Étude sur la constitutionnalité du projet de loi concernant le Service des poursuites administratives (Ministère de la Justice, présentée à la Commission législative de l'Assemblée nationale, 1993)

Étude sur le projet de loi concernant l'action en justice contre des ministres (Ministère de la Justice, présentée à la Commission législative de l'Assemblée nationale, 1993)

Étude sur les limites constitutionnelles de l'immunité parlementaire, rédigée à la demande de la Commission législative de l'Assemblée nationale, 1993

Admissibilité du vote rétroactif sur le projet de budget de l'État, étude présentée au Ministre de la Justice et au Président de l'Assemblée nationale, 1994

Réglementation législative de la médecine parallèle, Conférence sur la médecine parallèle : entre la science et le mythe, novembre 1999, Koweït

Nature juridique des marchés pour l'exploitation des gisements pétrolifères du Koweït, étude présentée au Directeur du Service de l'exploitation des gisements pétrolifères du Koweït, Ministère du pétrole, 1999

#### Visites d'études, conférences et congé sabbatique

Quatrième Colloque universitaire international, tenu à l'Université de Basra, le 29 mars 1981, sur l'avenir du golfe Arabique et la stratégie arabe commune

Colloque sur le développement des transports publics au Koweït, 1981, Fondation koweïtienne pour le progrès scientifique en collaboration avec le Ministère des communications

Développement des structures administratives au Koweït, 1982, sous les auspices du Bureau de l'Émir et de la Fondation koweïtienne pour le progrès scientifique

Conférence générale de l'UNESCO, Paris, 1983

Colloque sur la justice et l'arbitrage populaires, Maroc, organisé par le Secrétariat de la Ligue des États arabes, 1985

Stage de formation spécialisé sur l'encadrement de niveau intermédiaire dans le secteur de la protection sociale, 31 mars - 19 avril 1984

Stage de formation spécialisé sur l'encadrement de niveau intermédiaire dans le secteur salarié, 6-27 avril 1985

Deuxième stage de formation pour les agents douaniers (organisé par le Centre du service social)

Participation au premier Séminaire pour les diplomates en poste dans les ministères des affaires étrangères des États du Conseil de coopération du Golfe, 6-15 avril 1985 (Centre du service social)

Membre de la Commission d'arbitrage mise en place pour connaître des litiges entre la Direction générale de Shu'aiba et la United Construction Company (Service des conseils juridiques et législatifs)

Première Conférence de l'Association internationale de droit constitutionnel, 1987, Belgique

Colloque sur l'arbitrage commercial international, Bahreïn, 1987

Deuxième Conférence de l'Association internationale de droit constitutionnel, 1989, Genève

Première Conférence du Koweït sur le droit et l'informatique, faculté de droit, Université du Koweït, 1989

Conférence sur les droits de l'homme dans la fonction publique et la législation pénale, Syracuse (Italie), 1990

Colloque sur l'arbitrage commercial, organisé par le Ministère de la justice en 1992

Membre de la délégation de l'État du Koweït à la Conférence du Conseil des Ministres de la justice des États arabes, 1993, 1994, Le Caire

Participation aux stages de formation organisés par la faculté de droit et les facultés de commerce, d'économie et de sciences politiques (appel d'offres, arbitrage commercial, fonction publique, marchés publics)

Congé sabbatique, 1992-1994

Président du Haut Comité consultatif pour les promotions aux facultés de sociologie et de sciences sociales de l'Université du Koweït, années universitaires 1994 et 1995

Conférence sur le rôle de la Haute Cour constitutionnelle dans le système constitutionnel égyptien, Université de Mansoura, 1996

Conférence sur l'exploitation des gisements pétrolifères du Koweït, organisée par le Ministère koweïtien du pétrole, 1999

Conférence sur la médecine parallèle : entre la science et le mythe, Koweït,  
novembre 1999

Président du Haut Comité pour les distinctions honorifiques à l'Université du Koweït  
pendant l'année universitaire 1999-2000

M. Levan ALEXIDZE

(Présenté par la Géorgie)

Date et lieu de naissance : 5 août 1926, Tbilisi, Géorgie

Formation juridique et activité pédagogique et universitaire

- 1946 Diplômé de la faculté de droit de l'Université d'État de Tbilisi
- 1947-1950 Études universitaires supérieures en droit international à l'Institut de recherche sur l'État et le droit, Académie des sciences de Moscou
- 1950 Doctorat en sciences juridiques, droit international
- 1964 Docteur ès sciences juridiques, droit international, Université d'État de Tbilisi; professeur de droit international
- Depuis 1985 Membre de l'Académie des sciences de Géorgie
- Depuis 1985 A donné des cours et des conférences sur la théorie du droit international, les conflits ethniques et le droit international, le droit pénal international, la protection des individus devant les rouages de l'État en droit international, dans les principales universités et instituts universitaires de la Fédération de Russie, d'Ukraine, d'Azerbaïdjan ainsi que dans des universités aux États-Unis d'Amérique (Emory University et Boston University), en Allemagne (Université Humboldt) et ailleurs.
- En 1981, a donné des conférences sur la notion juridique de *jus cogens* en droit international contemporain à l'Académie de droit international de La Haye.

## **Fonctions antérieures**

Université d'État de Tbilisi

- 1964-1965 Maître de conférences en droit international, faculté de droit
- 1965-1969 Professeur de droit international, faculté de droit
- 1969-1970 Titulaire de la chaire de droit international, faculté de droit
- 1985-1993 Vice-Recteur (Vice-Président) de l'Université d'État de Tbilisi

Structures gouvernementales et législatives de Géorgie

- 1991-1992 Membre du Parlement géorgien

- 1992-1993 Membre du Conseil d'État de Géorgie; responsable de la Commission des relations internationales
- 1994-1995 Chef du groupe s'occupant des questions relatives au droit international et aux droits de l'homme, Commission d'État chargée de rédiger une nouvelle constitution pour la Géorgie
- 1994-1997 Président de la Commission d'enquête sur la politique de nettoyage ethnique et de génocide menée contre la population géorgienne en Abkhazie (Géorgie)

### **Activités dans le domaine des droits de l'homme au sein du système des Nations Unies et du Conseil de l'Europe**

- 1970-1977 Spécialiste hors classe des droits de l'homme, Division des droits de l'homme, Secrétariat de l'ONU (New York, Genève)
- 1970-1975 Secrétaire de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, Commission des droits de l'homme
- 1975-1977 Chef de la Section des services consultatifs et des missions spéciales, Division des droits de l'homme : a participé à l'organisation de séminaires des Nations Unies sur diverses questions relatives aux droits de l'homme; a représenté le Secrétaire général de l'ONU à différents séminaires des Nations Unies sur les droits de l'homme
- 1993 (juin) Chef adjoint de la délégation géorgienne à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme de Vienne
- 1994-1999 Représentant de la Géorgie aux sessions de la Commission des droits de l'homme
- 1993-1995 Expert juridique de la délégation géorgienne aux quarante-septième, quarante-huitième et quarante-neuvième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies
- 1993-1995 Membre de la délégation géorgienne aux négociations de Genève menées sous les auspices des Nations Unies afin de résoudre le conflit en Abkhazie (Géorgie)
- 1997 (mars) Chef de la délégation géorgienne à la session du Comité des droits de l'homme
- Depuis 1999 Membre de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance

## **Activités universitaires, professionnelles et diplomatiques actuelles**

Titulaire de la chaire de droit international, faculté de droit international et de relations internationales, Université d'État de Tbilisi

Membre du Comité d'experts chargé d'aligner la législation géorgienne sur la Convention européenne des droits de l'homme (4 novembre 1950)

Membre de la Commission internationale chargée d'élaborer des mesures pour assurer la protection effective des droits de l'homme en Géorgie

Rédacteur en chef et membre du conseil de rédaction de plusieurs publications juridiques géorgiennes de premier plan : La Constitution et les droits de l'homme (rédacteur en chef), publiée par la Cour constitutionnelle de Géorgie; Revue de droit international (membre du conseil de rédaction), faculté de droit international, Université d'État de Tbilisi (sous les auspices du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés à Tbilisi, Géorgie)

### Appartenance à des organisations internationales non gouvernementales

De 1958 à ce jour	Membre de l'Association russe (anciennement soviétique) de droit international
1962-1970 1981-1990	Membre du Conseil exécutif de l'Association soviétique de droit international
1962-1990	Membre de l'Association de droit international
1970-1976	Membre de l'American Society of International Law
1970 à ce jour	Membre du barreau géorgien
1995 à ce jour	Membre du Conseil scientifique du Centre international de recherche pour les relations Est-Ouest
1995 à ce jour	Président du Club de Rome en Géorgie
1997 à ce jour	Président de l'Association géorgienne pour les Nations Unies

### Distinctions

Lauréat du prix de l'État géorgien en 1986 pour la monographie "Quelques aspects théoriques du droit international contemporain", Tbilisi, 1992

"Ordre du mérite", Géorgie, 1996



### Publications

Auteur de 158 publications, y compris 20 livres, des monographies, des manuels de droit international, et diverses études traitant des activités des Nations Unies relatives aux droits de l'homme, du nettoyage ethnique et du génocide et d'autres questions pertinentes, en allemand, russe, anglais, espagnol, parmi lesquelles on mentionnera :

"Le statut juridique des étrangers et les hétérodoxies en Europe, au Moyen-Orient, en Russie et en Géorgie, au Moyen Âge", actes de l'Université d'État de Tbilisi, 1967, No 125 et 126

Manuel de droit international contemporain, Tbilisi, 1968, 1982, 1986, 1994, 1997, 1998

La protection internationale des droits de l'homme, Tbilisi, 1981

"La notion juridique de *jus cogens* en droit international contemporain", Recueil des cours, Académie de droit international de La Haye, volume 172, partie III, 1981

Quelques aspects internationaux du droit international contemporain, Tbilisi, 1982

Les Nations Unies et le monde contemporain, Tbilisi, 1984

"Le conflit en Abkhazie (Géorgie) et quelques nouveaux aspects du droit international humanitaire", Revue de droit international, Université d'État de Tbilisi, vol. 1, No 1, 1996

"Aspects juridiques du problème abkhaze à la lumière de l'expérience historique documentée et du droit international contemporain", Revue de droit international de Moscou, vol. 3, 1998

Plus de 500 articles de fond publiés dans des journaux et revues influents de Géorgie, de l'ex-Union soviétique et de la Fédération de Russie, traitant de la question des droits de l'homme, notamment le traitement inhumain des détenus, les conflits ethniques, les principes d'une société démocratique, etc.

### Langues

Géorgien, russe, anglais, français

M. Tamás BÁN

(Présenté par la Hongrie)

Date de naissance : 1er mars 1932

Lieu de naissance : Budapest (Hongrie)

Nationalité : hongroise

Études et qualifications

Docteur en droit, faculté de droit de l'Université Eötvös Lorand, 1955

Études de droit comparé sous la direction du professeur René David, à la faculté de droit de l'Université de Paris (Sorbonne, 1960-1961)

Sessions d'été de la faculté internationale de droit comparé, Université de Strasbourg (France), 1963-1965. Diplôme de droit comparé, 1966

Activités professionnelles

1955-1959 Rédacteur auprès de différents tribunaux et parquets

1962-1997 Fonctions au Ministère de la justice

1962-1972 Membre de la section législative, rédaction des projets de loi, essentiellement dans le domaine du droit civil

1972-1990 Directeur de la Division du droit international : préparation des projets de loi dans le domaine du droit international privé, du droit commercial et du droit pénal international

Participe régulièrement à l'élaboration des rapports périodiques soumis par la Hongrie aux organes des Nations Unies chargés de surveiller l'application des traités

Actuellement, conseiller pour les questions relatives aux droits de l'homme

Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

Depuis 1990, se consacre exclusivement à la question des droits de l'homme et notamment :

A joué un rôle important dans la ratification par la Hongrie de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et représenté la Hongrie dans

les procédures devant la Commission européenne des droits de l'homme et la Cour européenne des droits de l'homme créées dans le cadre du Conseil de l'Europe;

A fourni une assistance au nom du Conseil de l'Europe - en organisant des séminaires pour des avocats des droits de l'homme et en rédigeant des opinions d'expert sur les projets de loi - à un certain nombre de pays (Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Croatie, Estonie, ex-République yougoslave de Macédoine, Géorgie, Lituanie, Russie, Slovénie et Ukraine, notamment) pour réformer leur système juridique en vue de protéger efficacement les droits de l'homme;

Donne des conférences en Bosnie-Herzégovine, au Monténégro et au Kosovo pour familiariser les ONG et les personnes chargées de l'administration de la justice avec les normes et règles internationalement reconnues en matière de droits de l'homme, à la lumière de la jurisprudence des organes de suivi du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

1993-1996 Membre du Comité des droits de l'homme

En 1996 Vice-Président du Comité des droits de l'homme

### Langues

Français, anglais

### Principales publications sur les droits de l'homme

La Hongrie et la Convention européenne des droits de l'homme (Revue de droit hongrois 1990, 1)

Étapes préparatoires en vue de la ratification de la Convention européenne des droits de l'homme (Acta Humana 1991, 2)

Prohibition de la discrimination dans la Convention européenne des droits de l'homme (Acta Humana 1991, 5)

Effets de la Convention européenne des droits de l'homme sur le système juridique hongrois (Revue de droit hongrois 1992, 3)

Synthèse des recherches menées pour mettre le système juridique hongrois en conformité avec les prescriptions de la Convention européenne des droits de l'homme, telles qu'interprétées par les organes de Strasbourg (Acta Humana 1992, 6-7)

La liberté d'expression dans la Convention européenne des droits de l'homme (Revue de droit hongrois, 1994, 7)

Recours utiles dans les procédures pénales, civiles et administratives (Acta Humana 1995, 15-16)

Droit à un procès équitable (Acta Humana 1995, 18-19)

Coopération entre le Comité des droits de l'homme de l'ONU et l'Organisation internationale du Travail pour améliorer la protection des droits de l'homme (Acta Humana 1996, 22-23)

Instruments internationaux pour la protection des minorités (Revue de la minorité hongroise, Roumanie, vol. II. 1996/4 (6))

Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques - qu'est ce que c'est ? (Revue du barreau hongrois, 1997)

Les droits de l'homme et le droit civil (Revue du barreau hongrois, 1997)

*Koulomine c. la Hongrie* : une plainte contre la Hongrie devant le Comité des droits de l'homme de l'ONU (Revue de la magistrature, 1998, 1)

Jurisprudence du Comité des droits de l'homme de l'ONU concernant la discrimination en restitution des biens confisqués pendant le régime totalitaire - l'affaire Simunek et consorts (à paraître prochainement)

La condamnation à perpétuité de fait et les traités internationaux relatifs aux droits de l'homme (Fundamentum, 1998, 4)

Examen de quelques arrêts récents rendus par la Cour européenne des droits de l'homme (Fundamentum, 1988, 4)

Jurisprudence du Comité des droits de l'homme de l'ONU concernant l'article 26 du Pacte - prohibition de la discrimination (Fundamentum, 1998, 3)

Négation de l'Holocauste; l'affaire Faurisson devant le Comité des droits de l'homme de l'ONU (Fundamentum, 1999, 1)

La première affaire hongroise devant la Cour européenne des droits de l'homme : le jugement *Rekviyi c. la Hongrie* (Fundamentum, 1999, 2)

M. Héctor CUADRA-MORENO

(Présenté par le Mexique)

Né le : 3 septembre 1935 à Mexico (Mexique)  
Nationalité : Mexicaine  
Adresse : Édificio 9 "Hestia", Depto 503  
Villa Olímpica  
Insurgentes Sur 3493  
Tlalpan  
14020 Mexico D.F.  
Téléphone : (5) 665 5724  
Télécopie : (5) 665 6164  
Téléphone (travail) : (5) 622 9412 et 13  
E-mail : [cuadra@planet.com.mx](mailto:cuadra@planet.com.mx)

Études universitaires

Université nationale autonome du Mexique, faculté de droit et de sciences sociales (1953-1958)  
Université de New York, Institut de droit comparé (1960-1961)  
Université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris (1962-1964)

Titres universitaires

Licencié en droit, Université nationale autonome du Mexique (UNAM) (1953-1959)  
Diplôme en droit comparé de l'Université de New York (1960)  
Docteur en science politique de l'Université de Paris (1962-1964)

Langues

Espagnol, anglais et français (écrit et parlé)

Activités professionnelles actuelles

Maître de conférences au Département des études internationales de l'Universidad Iberoamericana

Chercheur au Centre de relations internationales de la faculté des sciences politiques de l'UNAM

Directeur d'études, programme de doctorat sur le droit international et les droits de l'homme internationaux, faculté de droit, UNAM

Conseiller universitaire pour le Programme de recherche sur l'Asie et le Pacifique, Université de Colima (Mexique)

Conseiller universitaire à l'Académie diplomatique mexicaine (IMAR)

Professeur invité à l'Université de Strasbourg et à l'Université de Nice

Professeur invité à l'Université de Santa Clara, Californie (États-Unis d'Amérique)

Membre du Groupe d'experts sur l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) depuis 1994

#### Ouvrages et essais

*La protección internacional de los Derechos Humanos* III, UNAM

*La Polémica sobre el Colonialismo en las Naciones Unidas* III, UNAM

*Études sur le droit économique*, (directeur de publication de trois volumes), III, UNAM

*Utopias Chronicles*, directeur de publication, UAM-Xochimilco

Nombreux essais et articles parus dans des revues spécialisées mexicaines et étrangères

#### Activités civiques

Membre fondateur de la section suisse d'Amnesty International, Genève, 1966

Membre fondateur et Premier Président de la section mexicaine d'Amnesty International, 1968

Membre fondateur de l'Institut interaméricain des droits de l'homme, San José (Costa Rica) 1982

Membre fondateur de l'Académie mexicaine des droits de l'homme (AMDH), 1985, et Vice-Président de cet organisme depuis 1997

#### Appartenance à des associations scientifiques

Barreau mexicain, collège des avocats, Mexico, depuis 1962

Commission internationale de juristes, Genève, depuis 1963

Société genevoise de droit et de législation, Genève, depuis 1964

Cercle des juristes internationaux, Genève, depuis 1965

Asociación Latinoamericana de Estudios Jurídicos de la Integración, Buenos Aires, (Argentine) depuis 1970

Section mexicaine de l'Association du droit international, depuis 1970

American Society of International Law (ASIL), Washington, D.C., depuis 1974

Institut hispano-luso-américain de droit international, Madrid, depuis 1976

Académie de la recherche scientifique, devenue l'Académie mexicaine des sciences, Mexico, depuis 1976

Association internationale de droit économique, Louvain (Belgique), depuis 1982

Association pour les études internationales (ISA), depuis 1988

Membre du Comité consultatif du Réseau national mexicain de recherche sur le bassin pacifique, Colima (Mexique), depuis 1990

Mme Violeta DUMA

(Présentée par l'ex-République yougoslave de Macédoine)

Adresse (domicile) : Vasil Gjorgov 26/40, 91000 Skopje,  
République de Macédoine  
Téléphone : 38991 125-035  
Bureau : Basic Court II – Skopje, Skopje  
République de Macédoine  
Téléphone/Télécopie : 38991 120-171  
E-mail : [drduma@yahoo.com](mailto:drduma@yahoo.com)  
Date de naissance : 24 septembre 1951  
Lieu de naissance : Skopje  
Nationalité : de la République de Macédoine  
Situation de famille : Mariée, deux enfants et deux petits-enfants

Langues parlées

Macédonien, anglais, serbe, croate, bulgare.

Études

1975 : Diplômée de la faculté de droit de l'Université Saints Cyril et  
Méthode, Skopje

1977 : Reçue au concours de la magistrature

Activités professionnelles

Mai 1997 : Conférence sur la protection de la propriété industrielle,  
La Haye (Pays-Bas)

Mars 2000 : Le Conseil de l'Europe pour l'indépendance de la justice – une  
garantie de stabilité en Europe du Sud-Est, Budapest (Hongrie)

Depuis 1977 : Membre de l'Association de pénologie de la République de  
Macédoine

Membre de l'Association des magistrats de la République de  
Macédoine

1975 – 2000 : Participation à de nombreux séminaires, ateliers, conférences  
et colloques professionnels en Macédoine



Fonctions

1976 – 1983 :                    Ministre de la justice de la République de Macédoine

Depuis 1983 :                    Juge au Tribunal de base II de Skopje, spécialiste de droit pénal

M. Maurice GLÈLÈ-AHANHANZO

(Présenté par le Bénin)

Né : le 15 mars 1934 à Zinvié (Bénin, ex-Dahomey).

Études et stages divers

Études secondaires au Lycée van Vollenhoven à Dakar

Préparation, au Lycée Louis-le-Grand à Paris, du concours d'entrée à l'École nationale de la France d'outre-mer

Licence en droit, diplôme d'études supérieures et doctorat d'État en droit à la faculté de droit de Paris (Panthéon), 1967

Cycle de trois ans à l'École nationale de la France d'outre-mer de stages de spécialisation :

Un an au Cabinet du Préfet du Calvados

Six mois de stage au Conseil d'État à Paris (4ème sous-section - contentieux)

Trois mois à l'Ambassade de France auprès de la République fédérale d'Allemagne (M. François Seydou de Clausonne)

Cours d'été à l'Académie de droit international de La Haye (juin 1961)

Diplômes et titres universitaires

Bachelier (série classique A : latin-grec)

Breveté de l'École nationale de la France d'outre-mer (promotion 1958)

Licencié en droit; docteur d'État en droit

Professeur agrégé des facultés de droit (droit public et sciences politiques : concours 1974)

Travaux et publications

a) Ouvrages

Naissance d'un État noir (L'évolution politique et constitutionnelle du Dahomey, de la colonisation à nos jours) L.G.D.J., Paris, 1968

La République du Dahomey, in Série encyclopédique politique et constitutionnelle. Éditions Berger-Levrault, Paris, 1970

Le Danxome, du pouvoir Adja à la nation Fon. Nubia, Paris, 1975

Religion, culture et politique en Afrique noire. *Économica. Présence africaine*, Paris, 1981.  
Ouvrage couronné par l'Académie des sciences d'outre-mer (Prix Louis Marin 1982)

Introduction à l'Organisation de l'unité africaine et organisations régionales africaines, L.G.D.J.,  
Paris, 1985

Le vieillard et le cocotier, in *Les droits de l'homme à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle*, Karel Vasak,  
Amicorum Liber Bruylant, 1999

Le renouveau constitutionnel du Bénin, une énigme ? In *Amicorum Liber* de Michel Alliot,  
Paris, 1999

Pour une culture de la démocratie, in *Federico Mayor*, *Amicorum Liber Bruylant*, Bruxelles,  
1995

b) Études diverses

Commentaire d'arrêt : note sous Conseil d'État 8 février 1967, in *Recueil Dalloz Sirey* du  
14 février 1968. "Droit public disciplinaire : Le secret fiscal peut-il être opposé à  
l'Administration ?"

Le recours contre une décision administrative négative (étude doctrinale), in *L'actualité  
juridique. Droit administratif* : 20 janvier 1970

L'Administration, au-dessus de la loi ? (étude doctrinale)

Théorie et pratique des droits de l'homme dans l'Afrique contemporaine (Colloque de Dakar sur  
l'enseignement et la recherche en droit international, Dakar, 11-13 décembre 1985)

La Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (Colloque organisé par la  
Commission internationale de juristes, Dakar, 17-18 juillet 1987, rapport introductif)

La Charte africaine des droits de l'homme et des peuples : ses virtualités et ses limites, in *Revue  
de droit africain* (Association des juristes africains), janvier-février-mars 1985

Pour une OUA opérationnelle, in *Revue juridique et politique - Indépendance et coopération*,  
Nos 3 et 4 1985

La Charte africaine des droits de l'homme et des peuples : spécificité et universalité. Colloque :  
Justice et paix, Cité du Vatican, Rome, novembre 1988.

c) Ouvrages collectifs

Pour un droit des peuples, Paris, Berger-Levrault, 1978

Le modèle constitutionnel français et son influence sur les États africains liés à la France, in  
*La politique africaine du Général de Gaulle (1958-69)*, Paris, Pedone, 1981

Codirecteur du volume I (L'État et le droit : article : La Constitution comme loi fondamentale) de l'Encyclopédie juridique de l'Afrique, Éditions nouvelles, Éditions africaines, Istra, Paris, 1983

La Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, in Mélanges, C. A. Colliard. Éd. Pedone, Paris, 1984

La Charte des Nations Unies : commentaire article par article (art. 26 : le régime de tutelle) sous la direction de J. P. Cot et A. Pellet. Economica, Paris, 1985

Pour un État de droit en Afrique, in Mélanges offerts à P. F. Gonidec : "L'État moderne à l'horizon 2000, aspects internes et externes", sous la direction de M. A. GLÈLÈ, L.G.D.J., Paris, 1986

Cultures, religions, idéologies, in "Pouvoirs africains", in Revue Pouvoirs, PUF, Paris, 1983

"Variations sur l'unité africaine". Mélanges offerts à "A. Tevoedjre, compagnon d'aventure", Berger-Levrault, Paris, 1988

Le renouveau démocratique au Bénin. Colloque sur la transition démocratique en Afrique (Paris 1, 12 et 13 décembre 1990)

L'État de droit dans l'espace francophone : Colloque international de la francophonie, Cotonou, août 1991, Rapporteur général

Les Parlements dans l'espace francophone : ces nouveaux parlements du renouveau démocratique. Le bicentenaire du Parlement du Québec, Québec, 1992

Le droit à la différence, in "The United Nations: A family of nations ?" A Seminar on the address of His Holiness Pope John II to the United Nations, United Nations Headquarters, New York, 8 mai 1996.

### Activités professionnelles

Fonctionnaire international (UNESCO, Paris, 1961-1962) chargé des relations avec les États africains d'expression française, Département des relations avec les États membres

Fonctionnaire international au secrétariat général de l'Union africaine et malgache (Cotonou, Dahomey), Conseiller juridique et Directeur de la coopération technique interafricaine (1962-1963)

Secrétaire général du Gouvernement de mai 1963 à décembre 1965

Chargé de mission au Cabinet du Général Soglo, Chef de l'État, de décembre 1965 à 1966

Chef du Bureau du contentieux de l'Assistance publique à Paris (juin 1966 à août 1967)

Fonctionnaire international à l'UNESCO, Administrateur des programmes d'étude et de diffusion des cultures africaines, Secteur de la culture et de la communication (1967-1989), responsable de l'ouvrage de l'UNESCO : L'histoire générale de l'Afrique, en huit volumes

Chargé des travaux dirigés à la faculté de droit de Paris en droit international et institutions internationales et en droit administratif

Chargé de cours au Département d'études juridiques et de sciences économiques de l'Université du Dahomey : droit constitutionnel et institutions politiques; droit international public; années scolaires 1964-1965, 1972-1973, 1973-1989

Enseignant à l'Université de Paris 1 (Panthéon-Sorbonne); depuis 1975 : missions d'enseignement à la faculté des sciences juridiques et économiques de Dakar (Sénégal) et à l'Université nationale du Bénin (Cotonou) (1973-1992)

Mission d'enseignement à l'Académie internationale de droit constitutionnel à Tunis : "Le contrôle de constitutionnalité des lois en Afrique noire", Tunis, 1986 et juillet 1992; élu vice-président de l'Académie et membre du Conseil scientifique; cours sur les partis politiques en Afrique noire (dans le cadre Constitution/État et partis politiques)

A été membre du jury :

Du concours d'agrégation de droit public organisé par la France, pour la Côte d'Ivoire (1980),

Du premier concours de l'agrégation de droit public et de sciences politiques organisé par le Conseil africain et mauricien de l'enseignement supérieur (CAMES) en 1983,

Président du jury de la section droit public et sciences politiques et Coordonnateur de tous les jurys (3ème concours du CAMES), Dakar, novembre-décembre 1987.

Fonctionnaire de l'UNESCO 1967-1992, Directeur de la Division des études et des politiques culturelles et, depuis 1989, Directeur de l'Office des normes internationales et des affaires juridiques (Conseiller juridique) à l'UNESCO. Promu à titre personnel Sous-Directeur général de l'UNESCO, Conseiller juridique en 1992

L'un des rédacteurs de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples

Codirecteur avec MM. les professeurs Conac et Gauduson de l'ouvrage "La justice en Afrique" (Afrique contemporaine - La documentation française, Paris, décembre 1990)

Directeur de recherches et de thèse - membre de nombreux jurys de thèse en droit, en histoire et en anthropologie (Paris, Dakar)

Président de la Commission constitutionnelle du Bénin et membre du Haut Conseil de la République (période du gouvernement de transition : 1er mars 1990 au 1er avril 1991)

Président de la Commission constitutionnelle qui a rédigé la Constitution du 11 décembre 1990

Vice-Président du Haut Conseil de la République siégeant en qualité de Cour constitutionnelle (avril 1991-juin 1993)

Membre du Comité des "Éminentes personnalités africaines" chargé par les Chefs d'État de l'Afrique de l'Ouest de la révision du traité de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest

Membre de l'Académie internationale de droit constitutionnel (Tunis); Vice-Président et membre de la Société française de législation comparée; membre de l'Association française pour le droit international

Actuellement membre de la Cour constitutionnelle (Bénin) et Président de l'Institut des droits de l'homme et de promotion de la démocratie : la démocratie au quotidien

Rapporteur spécial pour l'examen des formes contemporaines de discrimination raciale et de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée : Commission des droits de l'homme, Nations Unies, Genève (1993, 1995, 1996, 1999) : Rapports sur :

Les États-Unis d'Amérique (1994);  
Le Brésil (1995);  
L'Allemagne (1995);  
La France (1995);  
Le Royaume-Uni (1995);  
La Colombie (1996);  
L'Afrique du Sud (1997);  
La République tchèque, la Roumanie, la Hongrie (la question des Roms, 1999)

Mandat renouvelé en juillet 1999 pour trois ans

Vice-Président du Tribunal administratif de la Banque africaine de développement

Membre du Comité consultatif international pour la culture de la paix et la non-violence

À paraître sous presse

Du Dahomey au Bénin : de la colonisation à 1975

Manuel de droit constitutionnel et des institutions politiques de l'Afrique (série francophonie)

Le renouveau démocratique en Afrique : l'expérience du Bénin

Situation de famille

Marié, quatre enfants

Langues maternelles

Fon, Yoruba

Langues de travail

Français, anglais

Distinctions honorifiques

Chevalier des arts et des lettres (France)

Officier de la Légion d'honneur française

Membre de la Société française de législation comparée

Membre de l'Association française pour le droit international

M. Ahmed T. KHALIL

(Présenté par l'Égypte)

Études

- 1946           Licence, études commerciales, Université du Caire
- 1992           Licence de droit, Université du Caire
- 1967-1968     Boursier au Centre des affaires internationales de l'Université Harvard, Cambridge, Massachusetts

Carrière diplomatique

- 1982-1985     Représentant permanent de l'Égypte auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York  
Représentant de l'Égypte au Conseil de sécurité (1984-1985)  
Président du Groupe des 77 (octobre 1984-1985)
- 1979-1982     Ambassadeur auprès de la Communauté économique européenne et du Royaume de Belgique et du Grand-Duché de Luxembourg
- 1977-1979     Sous-Secrétaire d'État, Ministère des affaires étrangères, Le Caire
- 1974-1977     Ambassadeur en Finlande (où il a suivi de près les dernières phases de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe)
- 1972-1974     Chef de la section des intérêts égyptiens, Washington D.C.
- 1969-1974     Directeur du Département des organisations internationales, des institutions spécialisées, de l'assistance technique et des conférences, Ministère des affaires étrangères, Le Caire
- 1972-1973     Membre du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB)
- 1962-1968     Directeur adjoint du Département des organisations internationales, Le Caire. Premier Secrétaire puis Conseiller à la Mission permanente de l'Égypte auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York (a siégé à la Première Commission, à la Commission politique spéciale et à la Troisième Commission de l'Assemblée générale). Est entré dans la diplomatie en 1948 comme Attaché au Cabinet du Ministère des affaires étrangères. A été en poste à Londres, Rome et en Afrique du Sud. Pendant sa carrière diplomatique, a participé à de nombreuses conférences et réunions internationales, a donné des conférences à l'Institut diplomatique au Caire et à Nairobi et a pris part à des séminaires et ateliers spécialisés dans plusieurs universités aux États-Unis, en Europe, en Égypte et ailleurs en Afrique.



Fonctions à l'Organisation des Nations Unies

1993-1999      Expert suppléant à la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme

Membre du Groupe de travail sur les minorités

Autres fonctions et activités

Conseiller auprès de l'Organisation arabe des droits de l'homme (AOHR), ONG dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

A représenté l'AOHR à plusieurs réunions et colloques régionaux et internationaux

À ce titre, a fait partie du groupe d'experts désigné par la Commission internationale de juristes pour participer à la troisième réunion gouvernementale de juristes sur la création de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples (Addis-Abeba, 1996)

A rempli les fonctions de Rapporteur principal de la troisième Conférence des ONG sur la solidarité et la coopération en Méditerranée, tenue à Madrid en novembre 1995 à la veille de la Réunion ministérielle de Barcelone sur le partenariat Europe-Méditerranée

Langues

Anglais, arabe, français, italien

M. Rajsoomer LALLAH

(Présenté par Maurice)

Né en septembre 1933 à Maurice

Adresse : Bureau : 301, St. James' Court, St. Denis Street, Port-Louis (Maurice)  
Téléphone : (230) 211 6750 (230) 211 7870  
Télécopie : (230) 211 6883  
Courrier  
électronique : [rsllallah@intnet.mu](mailto:rsllallah@intnet.mu)

Domicile : Higginson Street, Curepipe (Maurice)  
Téléphone : (230) 675 1669  
Télécopie : (230) 670 1792

Diplômes et qualifications professionnelles

Licence (avec mention) en droit, Université d'Oxford, Royaume-Uni (1957)  
Inscrit au barreau au Inns of Court (the Middle Temple), Londres, (Royaume-Uni) (1958)  
Maîtrise, Université d'Oxford (1960)

Bourses

Bourse de l'UNITAR, Académie de droit international de La Haye (1970)  
Bourse du Royaume-Uni pour les juristes du Gouvernement (1968)  
Bourse Anderson, Université d'Oxford (1954-1957)

Distinctions

Grand officier de l'ordre Star and Key of the Indian Ocean (1995)  
International Gold Mercury Award pour sa contribution au droit relatif au développement et  
aux droits de l'homme (1985)  
Professeur honoraire de droit à l'Université de Maurice (1980)  
Queen's Counsel (1976)

Fonctions à Maurice

Juge à la Cour suprême puis Président de la Cour suprême jusqu'à sa retraite (1980-1995)  
Conseiller parlementaire (1978-1980)  
Solicitor General adjoint (1976-1978)

Président du Conseil de l'enseignement du droit de Maurice (1988-1994)

Président de la Commission de réforme des études de droit, dont les travaux ont abouti à la création d'une faculté de droit à l'Université de Maurice et à la constitution du Conseil de l'enseignement du droit (1983)

Président de la Commission d'enquête relative aux élections générales (1982)

Vice-Chancelier et Président du Conseil de l'Université de Maurice (1977-1980)

Détaché du Ministère de la justice auprès de la Commission électorale en tant que commissaire adjoint aux élections pour l'inscription sur les listes électorales, la rédaction des lois électorales et l'administration des élections générales qui devaient aboutir à l'indépendance. A travaillé en étroite collaboration avec le Groupe d'observateurs du Commonwealth nommé à la suite de la Conférence constitutionnelle de Lancaster House, tenue à Londres (1965-1967)

#### Activités internationales dans le domaine des droits de l'homme

Membre du Comité des droits de l'homme depuis 1977 : Vice-Président (1977-1978), Rapporteur (1978-1982) et Président (1989-1991)

Membre de la Commission de haut niveau nommé par les chefs d'État et de gouvernement du Commonwealth pour mettre en place des mécanismes de protection des droits de l'homme pour le Commonwealth (1980-1981)

Membre du Comité consultatif de Interights, Londres (1988-1994)

Membre de la Commission internationale de juristes, Genève (1988-1998)

Intervenant lors de colloques sur l'application nationale des normes internes relatives aux droits de l'homme, organisés à l'intention des présidents de la Cour suprême et autres magistrats sous les auspices du Secrétariat du Commonwealth et du Ministre de la justice du Royaume-Uni à Oxford (1992)

Intervenant lors de nombreux séminaires organisés par des organisations gouvernementales et non gouvernementales dans le domaine des droits de l'homme, notamment sur la question de l'islam et des droits de l'homme au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

Intervenant lors de séminaires sur la création d'un tribunal pénal international (1997 et 1998)

#### Autres activités internationales

A présidé un atelier de trois jours sur les systèmes d'intégrité nationaux, organisé par Transparency International et l'Institut de développement économique de la Banque mondiale avec le soutien financier des Gouvernements mauricien et norvégien (1998)

Nommé par le Secrétaire général de l'ONU membre du groupe de trois personnalités éminentes chargé d'évaluer les éléments d'information relatifs au génocide au Cambodge et de recommander des mesures appropriées (1998)

Désigné par le Conseil d'administration de l'OIT pour présider une commission d'enquête mise en place suite à certaines plaintes déposées par des organisations de travailleurs au Nigéria (1990)

Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Chili (1983 et 1984) et au Myanmar (Malaisie) (depuis 1996 et chargé de faire rapport à la Commission des droits de l'homme et à l'Assemblée générale des Nations Unies)

Membre du Tribunal d'arbitrage international de Londres depuis 1995

Nommé par l'OIT à la commission chargée d'enquêter sur les plaintes déposées par le COSATU contre le Gouvernement sud-africain de l'époque, composée de trois personnes (1991-1992)

A participé à la réflexion sur une constitution postapartheid pour l'Afrique du Sud, à l'invitation du Comité constitutionnel de l'African National Congress, de l'Université de Witwaterstrand et du Lawyers Committee for Civil Rights under Law de Washington (1991)

Conseiller spécial auprès du Secrétariat du Commonwealth et membre chargé des questions juridiques dans l'équipe d'experts constituée pour fournir aux gouvernements des avis sur toutes les questions relatives à la mise en valeur des ressources (pétrole, minerais, énergie géothermique, agriculture, etc.) pour les assister dans leurs négociations avec les sociétés multinationales, pour rédiger des accords et mettre en œuvre la législation, pour mettre sur pied des institutions bancaires centrales et élaborer des législations financières et fiscales pour différents gouvernements du Commonwealth, enfin pour aider les gouvernements de pays du Commonwealth dans leurs négociations d'accession à l'indépendance et la rédaction de leur Constitution (1970-1975)

Conseiller juridique de la délégation mauricienne à la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer et pour les négociations avec les institutions financières internationales (Banque mondiale et Banque africaine de développement) et d'autres gouvernements sur les accords de double taxation et les services aériens (Madagascar, Malawi, Zambie, Royaume-Uni et Allemagne) (1968-1970, 1976-1980)

## **Activités actuelles de conseil juridique**

Intervient dans les domaines suivants : arbitrages; conseil juridique dans les négociations concernant les projets d'alimentation en énergie; accords et ressources en matière de télécommunications; exploitation des ressources naturelles et autres entreprises commerciales et industrielles; options; questions constitutionnelles, action en justice

## **Langues**

Anglais, français, hindi et créole

M. Rafael RIVAS POSADA

(Présenté par la Colombie)

Date et lieu de naissance : 5 avril 1932, Santafé de Bogotá  
Situation de famille : Marié, deux enfants  
Langues étrangères : Anglais, français

Études universitaires

Université nationale, droit, Santafé de Bogotá, 1950-1954

Maîtrise en droit et en sciences politiques, 1956. Mémoire : "Théorie générale des transactions juridiques" qui lui a valu la médaille du mérite universitaire José Félix de Restrepo, 1957

Études universitaires supérieures

Université de Paris, faculté de droit, Paris, 1956-1958, cours de droit civil (dans le cadre du programme de doctorat), boursier du Gouvernement français

Université de Paris, Institut de droit comparé, Paris, 1956-1958

Institut d'études sociales, La Haye (Pays-Bas), 1961-1963, maîtrise en administration publique. Mémoire : "Les sociétés régionales de développement : une méthode d'administration"

Université de Princeton (États-Unis d'Amérique), 1965-1968, doctorat en sciences politiques. Thèse de doctorat : "Le système colombien des partis politiques : modèles de concurrence politique"; bourse de la Ford Foundation

Activités professionnelles

Magistrat municipal à Utica (Cundinamarca), 1955-1956

Ministre des finances, Bogotá, 1958

Procureur de la province de Cundinamarca, 1958-1960

Avocat à Bogotá, 1971-1975

Coordonnateur national du Programme PNUD/UNESCO, Bogotá, 1975

Ministre de l'éducation nationale, 1977-1978

Directeur général de Empresa Colombiana de Producción y Distribución de Bienes Culturales, Procultura S.A., Bogotá, 1981-1982

Membre de la Commission de paix du Gouvernement colombien, 1982-1985

Sous-Directeur du Parti libéral colombien, 1985-1986

#### Carrière universitaire

Professeur à l'École supérieure d'administration publique (ESAP), Bogotá, 1963-1965

Professeur à l'Universidad del Valle (Cali, Colombie), 1965-1970

Chef du Département des sciences politiques, Universidad del Valle, 1968-1969

Doyen du Département des sciences économiques et sociales, Universidad del Valle, 1970

Doyen du Département des lettres et des sciences, Universidad de Los Andes (Bogotá), 1970-1971

Professeur à l'Universidad de Los Andes, 1970-1975

Recteur, Universidad de Los Andes, 1982-1985

Directeur du Centre des études internationales, Universidad de Los Andes, 1996-1997

#### Fonctions diplomatiques

Ambassadeur suppléant auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York, 1975-1977

Vice-Président de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, New York, 1976

Vice-Président du Conseil économique et social. Président de la Commission sociale et de la Commission économique du Conseil

Président du Groupe de travail intergouvernemental chargé d'examiner les pratiques de corruption, Organisation des Nations Unies, 1976-1977

Président de la Conférence intergouvernementale de l'UNESCO sur les politiques culturelles en Amérique latine et dans les Caraïbes, Bogotá, 1978

Chef de la délégation colombienne à la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement, New York, 1978

Coordonnateur régional de l'UNESCO pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Caracas (Venezuela), 1979-1981

Délégué de la Colombie à la Conférence mondiale sur la culture organisée par l'UNESCO, Mexique, 1982

Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU chargé d'examiner la situation des droits de l'homme en Uruguay, 1982-1985

Expert indépendant de la Commission des droits de l'homme pour l'étude de la situation des droits de l'homme au Paraguay

Ambassadeur de Colombie auprès de la Belgique, du Luxembourg et des Communautés européennes, Bruxelles, 1986-1988

Membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, Genève, 1988-1991

Ambassadeur, Représentant permanent de la Colombie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des autres organismes internationaux sis à Genève, 1989-1991

Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU chargé d'examiner la situation des droits de l'homme à Cuba, 1991-1992

Membre du Groupe consultatif d'experts internationaux pour le Comité international de la Croix-Rouge, 1992-1995

Membre du Comité de commissaires chargé d'étudier les réclamations de la catégorie A concernant la guerre du Golfe (Commission d'indemnisation des Nations Unies), Genève, 1994-1996

Membre du Groupe national de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye

M. Nigel RODLEY

(Présenté par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

Né le : 1er décembre 1941

Études : Universités de Leeds (Royaume-Uni), New York et Essex (doctorat)

Situation de famille : Marié

Langues étrangères

Français, allemand, espagnol

Fonctions actuelles

1990 : Professeur de droit (maître de conférences 1990-1994) Université d'Essex, Colchester (Royaume-Uni) (disciplines enseignées : droit international, droits de l'homme internationaux; jurisprudence)

Doyen de l'École de droit (1992-1995)

Directeur du programme de maîtrise en droit international relatif aux droits de l'homme (1991-1993)

Depuis 1993 : Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme sur la question de la torture (principales responsabilités : réexaminer le champ d'application de son mandat; transmettre les informations pertinentes aux gouvernements et traiter leurs réponses; se rendre dans certains pays; faire rapport annuellement à la Commission des droits de l'homme et à l'Assemblée générale des Nations Unies; assurer la liaison avec le Comité contre la torture)

Expérience professionnelle

1973-1990 : Conseiller juridique, chef du Bureau chargé des questions juridiques et des organisations internationales, Secrétariat international d'Amnesty International (principales responsabilités : représenter Amnesty International aux réunions et conférences des principaux organismes des Nations Unies et autres organismes intergouvernementaux chargés d'élaborer de nouvelles normes juridiques internationales, de mettre en place des mécanismes pour surveiller leur application et promouvoir et protéger les droits de l'homme; fournir des informations et analyser sous l'angle du droit comparé les informations et publications relatives aux droits de l'homme; effectuer des missions d'enquête et de négociation dans certains pays)

Chargé de cours à temps partiel en droit international à la London School of Economics and Political Science



1983 : Universitaire invité, London School of Economics and Political Science. (*The Treatment of Prisoners under International Law*, première édition)

1970-1972 : Bourse de recherche : Centre for International Studies, New York University (travaux de recherche et écrits sur le droit international et les sciences politiques)

1969-1972 : Chargé de cours invité en sciences politiques, programme d'études universitaires du troisième cycle, New School for Social Research, New York (sujets enseignés : droit international; le secrétariat de l'ONU; le droit et la jurisprudence des Nations Unies)

1968-1969 : Administrateur adjoint de première classe pour les affaires économiques au Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, New York (rédaction des documents de travail et service des réunions internationales sur les aspects juridiques et organisationnels de la coopération économique internationale)

1965-1968 : Maître assistant en droit à l'Université Dalhousie, Halifax, Nouvelle-Écosse (Canada) (sujets enseignés : droit international; transactions économiques internationales; droit des contrats; recherches, études et bibliographie juridiques).

#### Programmes de formation

Institut Henry-Dunant (Genève), Séminaire pour les responsables francophones de l'administration pénitentiaire, Bujumbura (1990)

Université de Lund (Institut Raoul Wallenberg des droits de l'homme, 1991, 1992 et 2000)

Centre africain d'études sur la démocratie et les droits de l'homme, Banjul (1991)

Stage de formation aux droits de l'homme organisé par l'ONU à l'intention des responsables de l'application des lois, Malte (1991)

Programme de formation de l'Université d'Essex pour les hauts fonctionnaires chargés de l'administration de la justice dans les petits pays du Commonwealth (1991)

Stage de formation aux droits de l'homme organisé par l'ONU à l'intention des responsables de l'application des lois, Albanie (1992)

Sessions de formation aux droits de l'homme de l'Université d'Essex pour les membres du barreau britannique, Londres (1993)

Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, programmes de formation pour les responsables africains chargés de présenter les rapports au titre de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, Harare (1993)

Programmes de formation organisés par le Centre pour les droits de l'homme de l'Université d'Essex à l'intention des juristes d'Europe orientale (1999)

Séminaire de formation sur la loi relative aux droits de l'homme, organisé par le Conseil des études juridiques du Ministère de la justice (2000)

### Activités

Membre du Conseil de direction de la Fondation européenne des droits de l'homme

Membre fondateur et ancien Vice-Président du Comité exécutif de Interights - Centre du droit international relatif aux droits de l'homme

Membre du Conseil de "Justice" (section britannique de la Commission internationale de juristes)

Membre du Comité exécutif du David Davies Memorial Institute of International Studies

Membre du Conseil international des droits de l'homme, Centre Carter, Université Emory

Rapporteur des première et deuxième réunions annuelles sur les procédures spéciales de la Commission des droits de l'homme (1994, 1995); Président de la sixième réunion (1999)

### Principaux ouvrages (auteur, coauteur ou responsable)

The Treatment of Prisoners under International Law, 1987, 1999

International Law in Western Hemisphere, 1974

Enhancing Global Human Rights, 1979

To Loose the Bands of Wickedness - International Intervention in Defense of Human Rights, 1992

International response to Traumatic Stress, 1996

Conference on the Promotion and Protection of Human Rights in Acute Crisis, 1998

### Principales études

Immunities of Officials Associated with Permanent United Nations Establishments, 1972

Monitoring Human Rights by the UN System and the Role of Non-Governmental Organisations, 1981

On the Necessity of United States Ratification of the International Human Rights Conventions, 1981

Direct Intervention at the UN: NGO Participation in the Commission on Human Rights and its Sub-Commission, 1982

The Development of United Nations Activities in the Field of Human Rights and the Role of Non Governmental Organisations, 1983

Torture, Extra-Legal Execution and "Disappearance" as Crimes under International Law, 1985

UN Action Procedures against "Disappearance" Summary or Arbitrary Executions and Torture, 1986

Human Rights and Humanitarian Intervention: The Case Law of the World Court, 1989

The International Legal Consequences of Torture, Extra-Legal Execution and "Disappearance", 1989

The Role of Non-Governmental Organisations in the Promotion and Protection of Human Rights, 1991

United Nations Non-Treaty Mechanisms for Protecting Human Rights, 1992

Conceptual Problems Concerning Minorities - International Legal Developments, 17 Human Rights, 1995

Rights and Responses to Terrorism in Northern Ireland, 1995

International Human Rights Law and Machinery for Monitoring its Implementation in Situations of Acute Crisis, 1998

#### Publications officielles

Vers un système intégré plus efficace de protection des droits de l'homme par l'Organisations des Nations Unies

Neuvième à quatorzième rapports du Rapporteur spécial des Nations Unies sur la question de la torture, 1994-1999

Rapports officiels sur les missions effectuées dans différents pays en tant que Rapporteur spécial des Nations Unies

## **M. Martin SCHEININ**

(Présenté par la Finlande)

Professeur de droit, Université Åbo Akademi (Finlande)

Né le 4 novembre 1954 à Helsinki (Finlande)

### Carrière professionnelle (fonctions à temps plein)

1985-1986	Secrétaire adjoint du Parlement Finlandais
1986-1992	Chercheur à l'Académie de Finlande
1992	Conseiller spécial au Ministère de la Justice (élaboration d'une modification de la Constitution)
1993-1998	Professeur associé du droit constitutionnel, Université d'Helsinki
1997-1998	Visiteur, Université de Toronto, faculté de droit, Canada (année sabbatique payée par l'Académie de Finlande)
1998	Professeur (Armfelt) de droit constitutionnel et de droit international et directeur de l'Institut des droits de l'homme, Université Åbo Akademi

### Études universitaires

1982	Licence en droit, faculté de droit de l'Université de Turku
1987	Diplôme de troisième cycle en droit, Université de Turku
1991	Docteur en droit, Université d'Helsinki

### Fonctions universitaires et postes d'enseignement à temps partiel

1992	Chargé de cours sur le droit constitutionnel, Université d'Helsinki
1993-1994	Professeur invité à l'Université de Tartu (Estonie) dans le cadre de la coopération "EuroFaculty" (deux cours intensifs)
1995	Chargé de cours sur le droit constitutionnel et le droit international, Université Åbo Akademi
1996	Membre du Conseil d'évaluation du Centre danois des droits de l'homme
1996-	Président de l'Association finlandaise de droit constitutionnel

- 1998- Président de l'Association nordique de droit constitutionnel
- 1996- Membre du Conseil consultatif académique de l'EuroFaculty
- 1996- Membre du Conseil consultatif de l'Institut letton des droits de l'homme
- 1998- Membre du Conseil d'administration de la Fondation Ernest Amétistov des droits de l'homme (Moscou)
- 1999 Membre du Conseil d'évaluation de l'Institut norvégien des droits de l'homme
- 1999 Professeur adjoint, Cardozo Law School, New York (États-Unis)

Autres postes de confiance et fonctions à temps partiel

- 1982-1983 Secrétaire des trois commissions gouvernementales pour une réforme de  
1989-1992 la Constitution, y compris la commission des droits fondamentaux, qui a  
1992-1993 élaboré le nouveau chapitre II de la loi relative à la Constitution finlandaise,  
entrée en vigueur le 1er août 1995
- 1988- Membre (1988-1993) du Comité consultatif finlandais pour les droits de  
l'homme, Vice-Président (1993-1997) et expert permanent depuis 1997
- 1991-1994 Expert en droit constitutionnel et en droit international auprès du Ministère de  
la Justice
- 1994-1996 Expert de la Commission nationale finlandaise contre le racisme, la  
xénophobie, l'antisémitisme et l'intolérance
- 1995-1997 Président de la Ligue finlandaise des droits de l'homme
- 1997-2000 Membre du Comité des droits de l'homme, créé en vertu du pacte relatif aux  
droits civils et politiques
- 1997- Président du Comité sur le droit et la pratique en matière de droits de l'homme  
de l'Association de droit international
- 1997- Établit sur demande des avis d'experts ou des études pour le Conseil de  
l'Europe, l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation pour la sécurité et  
la coopération en Europe
- 1997-2000 Responsable du projet de recherche nordique "Welfare State and  
Constitutionalism in the Nordic Countries" financé par le Conseil des  
Ministres des pays nordiques

Publications (sélection)

- 1991 *Ihmisoikeudet Suomen oikeudessa*. (Les droits de l'homme dans le droits finlandais, thèse de doctorat avec un résumé anglais). Association finlandaise des Juristes.
- 1991 "European Integration and International Protection of Human Rights - The End of Domestic Constitutions". In Maija Sakslin (dir. publ.), *The Finnish Constitution in Transition*. Société finlandaise de droit constitutionnel.
- 1993 "A Comparative Study on the Monitoring Mechanisms and the Important International Frameworks for Human Rights Protection within the Council of Europe, the CSCE and the European Community" (avec Merja Pentikäinen). In Arie Bloed, Liselotte Leicht, Manfred Nowak & Allan Rosas (dirs. publ.), *Monitoring Rights in Europe; Comparing International Procedure and Mechanisms*. Kluwer Academie Publishers
- 1994 "Direct Applicability of Economics, Social and Cultural Rights: A Critique of the Doctrine on Self-Executing Treaties". In Krzysztof Drzewicki, Catarina Krause and Allan Rosas (dirs. publ.), *Social Rights as Human Rights: A European Challenge*. Institut des droits de l'homme de l'Université Åbo Akademi.
- 1994 Coauteur in A. Eide, Catarina Krause and Allan Rosas (dirs. publ.), *Economic, Social and Cultural Rights: A Textbook*, Martinus Nijhoff Publishers.
- 1994 Responsable et coauteur in Martin Scheinin et Taina Dahlgren, *European unioni ja ihmisoikeudet* (Union européenne et les droits de l'homme). Institut des droits de l'homme de l'Université Åbo Akademi.
- 1995 "Les libertés fondamentales figurant dans la Constitution finlandaise" (avec Allan Rosas). *Revue internationale de droit comparé* 1995, 643-658.
- 1996 Codirecteur de publication et coauteur in Martin Scheinin, *International Human Rights Norms in the Nordic and Baltic Countries*. Martinus Nijhoff Publishers.
- 1997 "Finland" (avec Tuomas Ojanen) in Joël Rideau (dir.), *Les États membres de l'Union Européenne : Adaptations - mutations - résistances*. LGDJ, p. 185-213.
- 1997 EMU ja Suomen valtiosääntö. (L'UEM et la Constitution finlandaise). Maison d'édition des juristes finlandais.
- 1999 Coauteur in Raija Hanski et Markku Suksi (dirs. publ.), *An Introduction to the International Protection of Human Rights; A Textbook*. Institut des droits de l'homme de l'Université Åbo Akademi.

- 1999 Codirecteur de publication et coauteur in Pekka Hallberg et autres.,  
*Perusoikeudet* (Commentaire sur les droits constitutionnels en Finlande),  
Werner Söderström Lakitieto Oy.
- 2000 Codirecteur de publication et coauteur in Theodore S. Orlin, Allan Rosas and  
Martin Scheinin, *The Jurisprudence of Human Rights Law: A Comparative  
Interpretive Approach* (à paraître)

Mme Marija TASEVA

(Présentée par l'ex-République yougoslave de Macédoine)

Née le : 24 décembre 1940  
Domicile : Devol - 20 Skopje 91000, République de Macédoine  
Travail : Faculté de philosophie, Institut de sociologie,  
UI "Krete Misirkov" b.b  
91000 Skopje  
Tél. : (389 91) 116-520  
Télécopie : (389 91) 222 019

Études

1991 Doctorat en sociologie, faculté de philosophie, Skopje  
Thèse de doctorat : "Le changement social dans la sociologie fonctionnaliste"  
1972-1977 Institut de recherche sociologique, politique et juridique, Skopje, maîtrise en sociologie générale  
1968-1972 Faculté de philosophie - Skopje, Licence en philosophie  
1959-1964 Faculté de médecine - Skopje, Licence en stomatologie

Fonctions

Depuis 1995 Professeur associé à la Faculté de philosophie, Skopje (Macédoine)  
1991-1995 Maître de conférences à la Faculté de philosophie, Skopje  
1987-1991 Chargée de cours à la Faculté de philosophie, Skopje  
1978-1987 Maître assistante à la Faculté de philosophie de Skopje  
1975-1978 Assistante à la Faculté de philosophie de Skopje  
1972-1975 Assistante à l'Institut de recherche sociologique, politique et juridique de Skopje



Domaines de recherche

Théorie sociologique

Sociologie des groupes ethniques

Sociologie de la religion

Publications (en macédonien)

Ouvrages

- 1999 Théories sociologiques, Université Saint-Cyril et Méthode, Skopje
- 1998 *Les groupes ethniques en République de Macédoine : situation contemporaine*, Faculté de philosophie de Skopje
- 1998 *Qualitative Analysis of the Living Standard of the Population of the Republic of Macedonia*, Institut de recherche sociologique, politique et juridique de Skopje (coauteur)
- 1997 *Les groupes ethniques en République de Macédoine : tableau historique*, Faculté de philosophie de Skopje
- 1996 *Dictionnaire de sociologie, MANU*, Skopje (coauteur)
- 1995 *La vie familiale des Macédoniens au Canada*, Faculté de philosophie de Skopje (coauteur)
- 1993 *Sociologie*, Prosvetno delo, Skopje (coauteur)

Articles publiés depuis 1991

- 1999 "Église ou secte ?" in *Lectures : religion et éducation*, Institut de formation pédagogique, Bitola
- 1998 "Émile Durkheim et la théorie sociologique contemporaine" in *Lectures : Émile Durkheim et la théorie sociologique contemporaine*, Faculté de philosophie de Skopje
- 1998 "L'ethnocentrisme dans la théorie sociologique" in *Revue annuelle de la Faculté de philosophie de Skopje*
- 1997 "Les groupes ethniques en Macédoine - la question de la langue" in *Lectures : éducation et société*, Faculté de philosophie de Skopje
- 1996 "Les groupes ethniques et les processus d'adaptation et d'assimilation - expériences américaines", *Revue sociologique*, 3, Skopje, Faculté de philosophie

- 1996 "Identité ethnique et statut ethnique : expériences américaines", *Revue sociologique*, 2, Skopje
- 1995 "Les églises et les processus d'acculturation dans les Balkans", *Revue sociologique*, 1, Skopje
- 1995 "L'islamisation et ses conséquences actuelles", *Dialogue*, 9, Skopje
- 1995 "Migrations et contacts interethniques : le cas de la Macédoine", *Dialogue*, 10, Skopje
- 1994 "La langue et la nation", *Dialogue*, 5, Skopje
- 1992 "Erik Hobbesbaum : la nation d'un point de vue historique, prologue in : E. Hobbesbaum, *Nations et nationalismes*, Kultura, Skopje
- 1992 "Nations, nationalités, nationalismes", *Dialogue*, 1, Skopje
- 1992 "La communauté ethnique de Macédoine au Canada", *Revue annuelle de la Faculté de philosophie*, Skopje
- 1991 "Stratification et mobilité : la théorie fonctionnaliste des changements dans la structure sociale", *Revue annuelle de la Faculté de philosophie* Skopje

Autres activités professionnelles

Membre du Comité directeur pour les projets plurinationaux, UNESCO - CEPES

Coordonnatrice nationale pour l'UNESCO (Ministère de l'éducation)

Sous-Secrétaire au Ministère de l'éducation, 1999

Membre du comité de lecture, *Dialogue*, 1992

Vice-Doyen de la Faculté de philosophie, 1994

Chargée de recherches, Aspects sociologiques de la cohabitation interethnique en République de Macédoine, projet financé par le Ministère des sciences de la République de Macédoine

Chercheuse, La vie familiale des Macédoniens au Canada, projet financé par le Ministère des sciences de la République de Macédoine

Chercheuse, Les taux de natalité en Macédoine, projet financé par le Ministère des sciences de la République de Macédoine

M. Patrick VELLA

(Présenté par Malte)

Titres universitaires

Licence (avec mention) en anglais, italien, histoire, Université de Malte, 1964

Notary Public, Université de Malte, 1966

Docteur en droit, Université de Malte, 1967

Maîtrise en droit européen, Université de Malte, 1996

Appartenance à des organisations professionnelles

Barreau maltais

Magistrature de Malte, tribunaux supérieurs

Casino maltese

Membre associé de la Commission internationale de juristes (Genève)

Membre associé du Centre pour l'indépendance des magistrats et des avocats (Genève)

Membre de la Société internationale pour la réforme du droit pénal (Vancouver, Canada)

Activités professionnelles

Membre du Comité d'experts pour l'amélioration des procédures de protection des droits de l'homme, Conseil de l'Europe, Strasbourg (France)

A participé activement à la création et à la mise en place de la Cour européenne des droits de l'homme, organe unique et permanent remplaçant l'ancienne Cour et la Commission européennes des droits de l'homme (notamment rédaction et examen du règlement intérieur à adopter par la nouvelle Cour et présentation d'un rapport à ce sujet).

A participé à l'examen et à la mise au point finale de rapports concernant les procédures suite aux arrêts rendus par la nouvelle Cour : réexamen de certaines affaires par les juridictions internes à l'issue des arrêts rendus par la Cour, application/exécution des arrêts de la Cour, publication et diffusion parmi les États membres de la jurisprudence des organes créés en vertu de la Convention européenne

Membre d'un comité restreint d'experts sur le droit pénal et les aspects criminologiques de la criminalité organisée, composé de 18 juristes, Conseil de l'Europe, Strasbourg (France)

A participé en tant que membre (observateur) au Comité sur la délinquance, au Comité de la justice et de la coopération pénales et au Comité directeur des droits de l'homme, tous sous les auspices du Conseil de l'Europe

Membre d'une délégation de trois personnes désignées par la Direction des affaires juridiques du Conseil de l'Europe pour organiser et effectuer des visites d'étude dans divers États membres

en vue de rendre compte des moyens et mesures destinés à lutter contre la criminalité organisée transnationale

Membre de divers comités et groupes locaux traitant de questions juridiques générales

#### Fonctions judiciaires

Nommé magistrat en 1986 pour siéger aux magistrates courts (Malte) ainsi qu'aux tribunaux de Gozo dans les juridictions inférieures et supérieures

Nommé magistrat aux tribunaux supérieurs de Malte en février 1998

Président de la Chambre criminelle de la Cour d'appel

Président du Tribunal pénal (procès avec jury)

Président du Tribunal civil de première instance dans sa juridiction constitutionnelle

Nommé juge ad hoc en mai 1999 pour siéger à la Cour européenne des droits de l'homme du Conseil de l'Europe (Strasbourg)

#### Activités universitaires

A participé activement au débat public sur diverses questions juridiques en particulier en ce qui concerne les droits de l'homme et le droit pénal

Est intervenu en tant qu'orateur invité dans des séminaires et conférences portant sur les sujets susmentionnés

Membre du jury d'examen en droit pénal à l'Université de Malte

#### Publications

Auteur d'une étude sur la nouvelle Cour des droits de l'homme du Conseil de l'Europe à Strasbourg, analysant les raisons qui ont amené le Conseil de l'Europe à remplacer l'ancien système composé de deux instances par cet organe permanent inspiré de la Cour au Luxembourg; la mise en place de la nouvelle Cour, ses fonctions et les résultats qu'on en attend font l'objet de développements

Roman WIERUSZEWSKI

(Présenté par la Pologne)

Né le : 9 avril 1947 à Gliwice (Pologne)  
Nationalité : polonaise  
Situation de famille : marié et père de trois enfants

Diplômes

1969 Maîtrise de droit, Université Adam Mickiewicz  
1973 Docteur ès sciences politiques, Université Adam Mickiewicz  
1984 Docteur en droit, Institut d'études juridiques de l'Académie des sciences de Pologne

Carrière professionnelle et universitaire

Chargé de cours à l'Institut d'études juridiques de l'Académie des sciences de Pologne  
Directeur du Centre des droits de l'homme de Poznan  
Membre du Conseil polonais des réfugiés  
Membre du barreau de Poznan  
Spécialiste des droits de l'homme auprès de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)  
Membre du Comité des droits de l'homme

Expérience universitaire et professionnelle antérieure

1969-1973 Maître assistant, théorie des sciences juridiques et politiques, Université Adam Mickiewicz, Poznan  
1974 Diplômé de la faculté internationale de droit comparé, (Session de printemps) Strasbourg  
1975-1985 Maître assistant, Institut d'études juridiques de l'Académie des sciences de Pologne  
1980 Participant au Leyden-Amsterdam-Columbia Summer Programme in American Law  
1983 Participant au stage de formation de l'Académie de droit international de La Haye

- 1984 Participant au quinzième stage d'étude de l'Institut international des droits de l'homme et au douzième stage du Centre international pour l'enseignement des droits de l'homme à l'université
- 1986 Participation aux travaux du Centre d'étude et de recherche en droit international et en relations internationales de l'Académie de droit international de La Haye
- 1987 Boursier des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme en Norvège et en Suède
- 1988-1992 Chercheur invité à l'Institut de droit international de l'Université Ludwig-Maximilian de Munich
- Cours donnés aux Universités de Marbourg, Mainz et Bochum
- 1989-1992 Expert du Comité constitutionnel parlementaire de la Pologne
- 1990 Observateur de procès en Ukraine pour le compte d'Amnesty International
- 1991-1992 Participation aux missions d'enquête de l'OSCE sur les droits de l'homme dans l'ex-Yougoslavie
- 1990-1995 Directeur de la Fondation pour la promotion et la recherche dans le domaine des droits de l'homme, Poznan
- 1992-1995 Fonctionnaire du Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme, responsable des questions relatives à l'ex-Yougoslavie
- 1995-1998 Chef de la mission du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme en ex-Yougoslavie

### Langues

Anglais, russe, allemand, français, serbe, croate

### Liste des principales publications

#### Ouvrages

Égalité des hommes et des femmes en Pologne, Poznan 1975 (en polonais) - Édition japonaise, Tokyo, 1981

Droits fondamentaux et devoirs des citoyens de la République populaire polonaise (codir. publ. et coauteur), Varsovie, 1976 (en polonais)

Devoirs fondamentaux des citoyens de la République populaire polonaise, Varsovie, 1984  
(en polonais)

Droits de l'homme : modèle juridique (dir. publ. et coauteur), Ossolineum 1990  
(en polonais)

Principaux articles :

L'égalité en droit des femmes et des hommes dans la République populaire de Pologne, Annuaire de l'URSS et des pays socialistes européens. Université de Strasbourg, 1974

Les principes de l'interdépendance des droits et devoirs du citoyen, in *Panstwo i Prawo*, 1977, vol. 10 (en polonais)

Droits de la personne, in *Les droits de l'homme en Pologne* (dir. de publ. A. Lopatka), Varsovie, 1980 (en polonais)

Réglementation de l'état d'exception en droit polonais , in *Rapports polonais pour le deuxième Congrès mondial de l'Association internationale de droit constitutionnel*, Paris - Aix-en-Provence 1987

L'évolution de la conception socialiste des droits de l'homme, in *Revue néerlandaise des droits de l'homme*, vol. 6, 1988

Constitutional Form of the Principle of Equality and Non-Discrimination in Poland Against Comparative Background, in *Comparative Constitutional Law* (M.P. Singh éd.), Delhi 1980

L'institution d'un ombudsman en Grande-Bretagne, in: *L'institution d'un Ombudsman dans le monde contemporain*, dir. de pub. : L. Garlicki, Varsovie, 1989 (en polonais)

Application of International Humanitarian Law and Human Rights Law: individual complaints, in *Implementation of International Humanitarian Law* (F. Kalshoven et Y. Sandoz éd.), Nijhoff 1989

Plaintes individuelles en tant que mécanisme de contrôle de l'application du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, in *L'Etat, la loi et le citoyen*, dir. de publ. : J. Letowski et W. Sokolowicz, Ossolineum 1989 (en polonais)

Le principe de l'égalité dans le droit constitutionnel polonais, in *Studia Prawnicze*, 1989 (en polonais)

Diskriminierende Quotaregelung bei Vorgabe von Studienplätzen für Medizinerinnen verfassungswidrig - Entscheidung poln. Verfg. In *EuGRZ*, No 16, 1990

National implementation of Human Rights, in *Human Rights in a Changing East/West Perspective* (A. Rosas et J. Helgesen éd.), Londres 1990

The principle of Interrelation between Human Rights and Duties in the light of a socialist concept of human rights, in *Archiv für Rechts und Sozialphilosophie (ARSF)*, No 41/1990

Champ d'application et méthode de réglementation des devoirs du citoyen dans la Constitution, in *Les droits, les libertés et les devoirs de l'homme et du citoyen dans la nouvelle Constitution polonaise*, dir. de publ. : Z. Kedzia, Poznan 1991 (en polonais)

Les mécanismes de contrôle de la Convention européenne des droits de l'homme, in *Panstwo i Prawo*, Varsovie 1991 (en polonais)

Human rights and current constitutional debates in Central and Eastern European Countries, in *The Strength of Diversity*, A. Rosas et J. Helgesen éd., Kluwer Academic Publishers, 1992

Case study on the former Yugoslavia: the international mechanisms, their efficiency and failures, in *Monitoring Human Rights in Europe*, A. Blood et al. éd., Kluwer Academic Publishers, 1993

Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, in *Panstwo i Prawo*, Varsovie 1993 (en polonais)

International Response to the Human Rights Violations in the Territory of the Former Yugoslavia, in *19 Polish Yearbook of International Law 1991-1992*

Some comments concerning the concept of economic and social rights, in *Social Rights as Human Rights. A European Challenge* (K. Drzewicki, C. Kause et A. Rosas, eds.), Abo Akademi University, Abo 1994

The Task of the United Nations Special Rapporteur on Human Rights in Former Yugoslavia - The Particular Problems Encountered in the Fulfilment of this Task, Vienna 1995

La Communauté internationale et les violations massives des droits de l'homme dans l'ex-Yougoslavie, in *Revue trimestrielle polonaise des affaires internationales*, été 1998



M. Maxwell YALDEN

(Présenté par le Canada)

Date et lieu de naissance : 12 avril 1930, Toronto (Canada)

Situation de famille : marié, deux enfants

Formation

1958 Étude de la langue russe, Université de Cambridge  
1956 Doctorat, Université du Michigan  
1954 Maîtrise, Université du Michigan  
1952-1953 Études de troisième cycle, Université de Paris  
1952 Licence (avec mention), Université de Toronto

Bourses d'études, bourses universitaires et distinctions

1999 Compagnon de l'Ordre du Canada  
1998 Docteur en droit (*honoris causa*), Université Carleton  
1995 Médaille d'honneur "Good Servant Medal", Conseil canadien des chrétiens et des juifs  
1993 The International Human Rights Award, Association internationale des organismes publics de protection des droits de l'homme  
1992 Médaille commémorative du 125<sup>ème</sup> anniversaire de la Confédération du Canada  
1988 Officier de l'Ordre du Canada  
1986 Commandeur de l'Ordre de la pléiade (Association des Parlementaires de langue française)  
1982 Docteur (*honoris causa*) de l'Université d'Ottawa  
1977 Queen's Silver Jubilee Medal  
1967 Médaille du Centenaire  
1956 Bourse Society of Fellows, Université de Harvard  
1955-56 Bourse Rackham, Université du Michigan  
1954-55 Bourse de l'Université du Michigan  
1952 Médaille d'or en philosophie, Université de Toronto  
Bourse Kennedy en philosophie, Université de Toronto  
Bourse de voyage Barber, Université de Toronto  
Bourse du Gouvernement français  
1951 Bourse de l'Alumni War Memorial de l'Université de Toronto  
Bourse en philosophie du Victoria College Alumni

Expérience professionnelle

- 1996 Membre du Comité des droits de l'homme
- 1987 Président de la Commission canadienne des droits de la personne - chargé en vertu de la loi canadienne sur les droits de la personne d'assumer la direction de la Commission; responsable de la mise en œuvre de la législation relative aux droits de la personne et chargé de veiller à ce que la Commission traite de façon équitable les affaires dont elle est saisie; principal porte-parole de la Commission dans les relations avec le Parlement, les institutions et les services gouvernementaux; responsable des programmes d'éducation et d'information relatifs à la législation
- 1984 Ambassadeur du Canada auprès de la Belgique et du Luxembourg
- 1977 Commissaire aux langues officielles - mandaté par le Parlement pour remplir les fonctions de médiateur, évaluer les progrès réalisés par le Gouvernement dans l'application des politiques fédérales sur les droits linguistiques, et faire office de porte-parole pour les questions relatives aux droits linguistiques
- 1973 Vice-Ministre des communications, Ministère des communications - responsable d'un ministère comptant quelque 2 000 fonctionnaires, d'un centre de recherche, de cinq bureaux régionaux et de nombreux bureaux locaux; responsable des négociations - Gouvernement fédéral - autorités provinciales sur les communications; chef de la délégation canadienne aux conférences internationales sur les communications au Canada, en Espagne, aux États-Unis, en Suède et au Kenya; nombreuses interventions et allocutions devant des comités parlementaires et organismes publics sur les questions relatives à la politique des communications
- 1969 Sous-Secrétaire d'État adjoint, Service du Secrétaire d'État - responsable des programmes relatifs aux langues officielles, des arrangements concernant l'enseignement post-secondaire conclu avec les provinces, et de l'administration du service
- 1967 Conseiller spécial auprès du Sous-Secrétaire d'État aux affaires extérieures, Ministère des affaires extérieures, Ottawa
- 1965 Conseiller à l'ambassade du Canada à Paris
- 1963 Premier Secrétaire à l'ambassade du Canada à Paris
- 1960 Ministère des affaires extérieures, Ottawa
- 1958 Deuxième Secrétaire à l'ambassade du Canada à Moscou
- 1956 Entre au Ministère des affaires extérieures à Ottawa

## Publications

En sa qualité de Président de la Commission canadienne des droits de la personne et de Commissaire aux langues officielles, M. Yalden était chargé de la réalisation d'une série de rapports annuels au Parlement qui fournissent une évaluation détaillée des progrès réalisés dans ces domaines par les pouvoirs publics et le secteur privé. En tant que Vice-Ministre des communications, il a étroitement collaboré à l'élaboration des études stratégiques intitulées *Vers une politique nationale de la télécommunication et télécommunications : quelques propositions fédérales*. Pendant sa carrière au Ministère des affaires extérieures, il a rédigé un livre blanc intitulé *Fédéralisme et relations internationales* et a été le principal auteur d'un deuxième livre blanc intitulé *Fédéralisme et conférences internationales sur l'éducation*

Une liste détaillée des articles publiés et des conférences et allocutions prononcées par M. Yalden est disponible sur demande

Abdallah ZAKHIA

(Présenté par le Liban)

Amchit (Jbeil)

Liban

Tél. : +961-9-540659/944529

Fax : 09-944726

Né en 1932, deux enfants

Nationalités libanaise et française

Avocat spécialisé dans les droits de l'homme et la législation de l'environnement

Avocat à la cour de Beyrouth

Licence de droit français et de droit libanais, Université St. Joseph, Beyrouth, 1956

Délégué du Liban auprès de l'UNESCO pour le patrimoine mondial (Paris-Mexique)

Membre permanent de la Fondation nationale du patrimoine et responsable de l'environnement

Responsable de l'environnement dans l'Association libanaise des droits de l'homme et membre du Comité administratif

Conseiller juridique et consultant (droit et environnement)

Ordres des ingénieurs de Beyrouth

Centre de recherche marine-CNRS de Batroun

(PNUD) Programme des Nations Unies pour le développement (programme capacité 21)

(PNUE) Programme des Nations Unies pour l'environnement - Banque mondiale (Étude de la zone côtière du Liban ECODIT-IAURIF), FAO (the Biodiversity Study project GF/6105-92-72) différentes ONG

Membre du Comité national pour la lutte contre la désertification

Conseiller juridique auprès de la direction de l'accord PNUD - Ministère de l'environnement sur les trois réserves (Chouf, Ehden, Iles des Palmiers)

Enseignement

Chargé de cours, droit à l'environnement et droit rural, à l'Université Saint-Esprit Kaslik/faculté des sciences agronomiques

Chargé de cours, droit à l'environnement, à l'Université Saint-Joseph Beyrouth/faculté de géographie

Chargé de cours, droit à l'environnement à l'Université Saint-Joseph Beyrouth/École sociale

#### Communications et participation à des congrès internationaux

Participation à des congrès sur les réserves naturelles et la protection de la faune et de la flore : Liban, Amman (1995), Tunisie (1996); patrimoine mondial : Paris et Mexique (1996)

#### Activités diverses au sujet des droits de l'homme

Des centaines de conférences, articles, publications, études, programmes télévisés, débats, congrès nationaux, journées d'étude, ateliers, etc. sur les droits de l'homme en général et de la femme en particulier depuis 1956 et le droit à l'environnement comme partie intégrante des droits de l'homme depuis 1972

#### Axes de travail sur le terrain

Pression pour réglementer et appliquer les lois aux installations pétrolières sur la côte libanaise  
Création de deux réserves naturelles : Horch Ehden et Iles des Palmiers  
Préservation de la côte, des forêts, de la biodiversité, des sites naturels et du patrimoine culturel, notamment de Byblos  
Problèmes des carrières  
Lutte contre la pollution, spécialement de l'eau  
Lutte pour la sauvegarde de la vallée de Nahr Ibrahim et de Kadisha  
Œuvrer pour la sauvegarde de la biodiversité et la préservation des forêts

#### Préparation ou participation à l'élaboration de lois ou décrets

Loi No 964/1988 sur les déchets dangereux  
Loi pour la création des deux réserves d'Ehden et des Iles des Palmiers  
Projet de loi sur les antiquités  
Projet de loi donnant aux associations de l'environnement le droit d'intervention juridique et administrative  
Projet de loi pour inciter les particuliers à la plantation d'arbres près de toute construction  
Projet de loi pour lever le secret sur les dossiers administratifs  
Décret No 5616/1994 sur les carrières  
Projet de lois pour la sauvegarde de la côte

#### Consultant auprès du Ministère de l'environnement pour les projets de lois en cours, notamment

Projet du code de l'environnement  
Projet de décret relatif aux impacts sur l'environnement

Projet de loi sur les réserves naturelles

Projet de loi sur la révision du statut du Ministère de l'environnement

Plusieurs projets de lois sur la création de nouvelles réserves naturelles

Langues parlées et écrites

Arabe et français

-----